

Définition

Le bénévolat est considéré comme un don librement consenti et gratuit.

Le «Petit Robert 2009» lui attribue l'étymologie latine *benevolus* «bienveillant», de *bene* «bien» et *volo* «je veux».

D'un point de vue comptable, le bénévolat constitue une contribution volontaire en nature qui est, par principe, sans contrepartie.

A noter : il n'y a pas de lien entre prise de licence sportive et respect des obligations d'assurance propres aux activités physiques et sportives.



Contexte

En matière de valorisation le cadre juridique du bénévolat est fixé par le règlement du comité de la réglementation comptable (CRC) n°99-01 du 16 février 1999 modifié (Arr. du 8 avril 1999, Chap III).

En outre, le règlement CRC n°2008-12 (Arr. du 11 décembre 1998 applicable depuis le 1er janvier 1999) distingue le bénévolat, les prestations en nature et les dons en nature.

Règles connexes applicables aux conditions volontaires

Les conditions pour que les bénévoles puissent bénéficier de la réduction d'impôts pour les frais qu'ils engagent ont été précisées dans l'instruction fiscale du 23 février 2001 publiée au Bulletin Officiel des impôts sous la référence 5B-11 -01.

L'association doit répondre aux conditions définies à l'article 200 du code général des impôts (action à caractère philanthropique, sportif ou culturel, intérêt général, activité non lucrative, gestion désintéressée...) et établir que toute personne placée dans la même situation aurait pu obtenir le remboursement effectif par l'association des frais engagés, si elle en avait fait la demande.

Enfin, le contribuable doit renoncer expressément au remboursement de ces frais par l'association et l'**organisation** doit conserver à l'appui de ses comptes des pièces justificatives correspondant aux frais engagés par le bénévole. Il est toutefois admis que les frais de véhicule automobile soient évalués forfaitairement en fonction d'un barème kilométrique spécifique aux bénévoles des associations sous réserve de la justification de la réalité, du nombre et de l'importance des déplacements réalisés pour les besoins de l'association.

La vie associative : <http://www.education.gouv.fr/cid55038/comite-de-suivi-de-la-2e-conference-nationale-de-la-vie-associative.html>

Les démarches pour l'association : <http://www.associations.gouv.fr>

La fiscalité de l'association : <http://www.associations.gouv.fr/118-la-fiscalite-des-associations.html>

Bénévolat et fiscalité

Traitement comptable et fiscal des frais engagés dans le cadre d'une activité bénévole

Les bénévoles amenés à engager des frais sur leurs propres deniers pour le compte de l'association peuvent légitimement en demander le remboursement ou préférer en faire un don à l'association et bénéficier ainsi de la réduction d'impôt sur le revenu (art 200 du CGI).

La « politique » de remboursement de frais aux bénévoles est déterminée par l'organe de direction de l'association (Conseil d'administration, bureau) et doit être consignée dans le règlement intérieur.

Attention ! Les remboursements de frais ne peuvent en aucun cas prendre la forme d'indemnités forfaitaires au risque d'une requalification en salaire avec un risque pénal de travail dissimulé et de redressement par l'Urssaf.

Depuis l'adoption de la loi n°2003-709 du 1er août 2003 relative au mécénat, la réduction d'impôts représente 66% du montant des sommes versées dans la limite de 20% du revenu imposable pour toutes les associations autres que celles qui se consacrent à l'aide aux personnes en difficultés.

Exemple : Pour un revenu imposable de 12 500 €, la réduction maximale admise en échange de dons aux associations s'élève à 2 500 € (20% de 12 500 €) et la réduction d'impôt peut donc s'élever au maximum à 1 650 € (66% de 2 500 €).

En outre, les excédents (au-delà de 20% du revenu imposable) peuvent être reportés soit sur la catégorie « inférieure » (à 66%), soit sur les 4 années suivantes, ce qui signifie qu'à terme, 100% du don sont utilisés.

Procédure :



- Joindre une note de frais, accompagnée des justificatifs, constatant le renoncement aux remboursements : « je soussigné ... certifie renoncer au remboursement des frais mentionnés ci-dessus et les abandonner à l'association entant que don ».
- Porter sur sa déclaration de revenus, page 4, ligne UD ou UF (dons aux œuvres...) la somme correspondant aux frais non remboursés par l'association.
- Joindre à cette déclaration de revenus le ou les reçus de dons.

L'association, quant à elle, comptabilise les frais, constate l'abandon de créance, délivre le reçu en cochant « autre » à la rubrique « nature du don ».

Pour l'évaluation des frais kilométriques, consultez le site :

<http://bofip.impots.gouv.fr/bofip/2185-PGP.html?identifiant=BOI-BAREME-000001-20140327>



Exemple:



Vous avez parcouru 1 000 km pour le compte de l'association : $1\,000 \times 0,491 \text{ €} = 491 \text{ €}$
La réduction d'impôt sera de 324 € (soit 66% de 491 €).

